

## Burundi : des responsables policiers mis en cause dans la tuerie de Gatumba

Arrib News, 13/12/2011 – Source AFPLe principal inculpé dans l'attaque qui a fait au moins 37 morts en septembre à Gatumba, près de Bujumbura, a accusé mardi plusieurs hauts gradés de la police d'être responsables de cette tuerie, devant le tribunal où il comparait pour la première fois. « Je n'ai pas participé au massacre de Gatumba, (...), j'étais en mission spéciale car j'avais été recruté par de hauts responsables de la police pour tendre un piège à (commandant rebelle) Claver Nduwayezu, alias Mukono », a déclaré Innocent Ngendakuriyo devant les juges du tribunal de grande instance de Bujumbura rural.

« Je devais amener Mukono à Gatumba le 18 septembre, où l'attendaient des dizaines de policiers pour l'éliminer, mais ils ont tiré avant qu'on arrive et ils ont tué les gens de Gatumba », a-t-il poursuivi. Le prévenu, détenu au secret depuis plus de deux mois, a accusé le secrétaire permanent du ministère de la Sécurité publique, le général Maurice Mboni, le directeur général adjoint de la police nationale, le général Gervais Ndirakobuca et le commandant d'une unité spéciale de la police, le colonel Désiré Uwamahoro d'être les commanditaires de ce massacre. « Je connais bien ces hauts gradés, je demande que la Cour les appelle ici à la barre et nous confronte », a martelé de nombreuses reprises Innocent Ngendakuriyo, assurant qu'il avait rencontré et parlé au téléphone à plusieurs reprises avec ces hauts gradés. Le procureur de Bujumbura rural, Arcade Nimubona, a assuré avoir auditionné ces hauts responsables des services de sécurité, et que rien ne permet de les impliquer. Les juges ont suivi son avis et refusé de les faire comparaître. « Le procureur s'appuie essentiellement sur des aveux extorqués à Innocent sous la torture, (...), nous demandons à la Cour que ces gens viennent au moins comme témoins, afin de lever toutes les zones d'ombres qui sont dans ce dossier », a déclaré la presse son avocat, Me Fabien Segatwa. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, des inconnus lourdement armés et en uniformes avaient surgi dans un bar de Gatumba, ordonnant à la clientèle de se coucher par terre avant d'ouvrir le feu sans discrimination. Depuis jeudi, 20 prévenus ont comparu à la barre et ont tous plaidé non coupable. Ouvert le 16 octobre puis repoussé à début décembre, ce procès, qui devait se dérouler dans la province de Bujumbura rural, a été déplacé dans la capitale en raison de l'intérêt public qu'il suscite. Les familles des victimes, des diplomates, des dizaines de journalistes sont admis dans la salle d'audience alors que des centaines de curieux suivent le procès chaque jour grâce aux micros installés aux alentours. « On était frustrés jusqu'ici par le déroulement du procès. Aujourd'hui est un grand jour car nous avons commencé à savoir ce qui s'est réellement passé ce soir-là, nous exigeons que ces policiers soient entendus pour que la vérité éclate au grand jour », a déclaré la presse Joséphine Gakobu qui a perdu un frère et une nièce dans l'attaque. La multiplication des violences au Burundi fait craindre à de nombreux observateurs une reprise des hostilités à plus grande échelle dans ce pays marqué par une longue guerre civile qui a fait près de 300.000 morts entre 1993 et 2006.